UNION OUVRIERE et PAYSANNE pour la DEMOCRATIE PROLETARIENNE

2e CIRCONSCRIPTION DE LA COTE-D'OR :

Candidat titulaire : **PAUL GARRIGUES**
Candidat suppléant : **Serge Grappin**

NOUS EN AVONS ASSEZ !...

La crise frappe tout le pays :
— 1 million six cent mille chômeurs aujourd'hui, et chaque jour des usines continuent de fermer.
— Nos salaires sont bloqués et les prix montent sans cesse.
— Des centaines de milliers de paysans sont chassés de leur terre.
— Les libertés sont bafouées : travailleurs en lutte expulsés de leurs usines, militants syndicaux traduits devant les tribunaux, travailleurs immigrés assassinés ou expulsés.

Voilà le bilan de la droite, des Giscard-Barre-Chirac. Ce qu'ils veulent, c'est que ça continue, Chirac cherche même à rassembler contre les luttes de demain ce qu'il y a de plus réactionnaire et de conservateur dans ce pays.

ET AVEC L'UNION DE LA GAUCHE, EST-CE QUE ÇA PEUT CHANGER ?

Mais d'abord, est-ce que l'union de la gauche existe toujours ? Non ! Pendant des années, le PCF et le PS nous ont toujours dit que la solution à nos problèmes passait par le Programme Commun et l'union de la gauche. Mais depuis plusieurs mois :

- Mitterrand et Rocard ont souhaité publiquement le succès du plan Barre, et ils sont prêts demain à gouverner avec Giscard pour faire payer la crise aux travailleurs.
- Marchais se querelle avec Mitterrand, il l'accuse de virer à droite. Bien sûr ! Mais que veut-il ? Le socialisme ? Non, il l'a dit lui-même. S'il se querelle avec le PS, c'est sur le nombre des ministres, sur le nombre de PDG des entreprises nationalisées... Pourquoi ? Parce que ce que veulent les dirigeants du PCF, c'est instaurer un capitalisme bureaucratique d'Etat du même type que celui qui sévit déjà dans l'URSS, des hôpitaux psychiatriques et de la misère. Non la gauche ce serait toujours le capitalisme. Nous ne voulons ni de la gestion de la crise par Giscard-Mitterrand, ni du capitalisme d'Etat du PCF.

POUR EN SORTIR, QUE PROPOSE L'UNION OUVRIÈRE ET PAYSANNE POUR LA DÉMOCRATIE PROLÉTARIENNE ?

Que ce soit un gouvernement de droite ou de gauche après mars 78, c'est par nos luttes et seulement par nos luttes que nous pouvons faire aboutir nos revendications. Ces luttes, il faut les préparer dès maintenant, en rassemblant les forces du mouvement populaire en nous organisant.

Nous le savons, après mars 78, quand nous lutterons, les uns nous accuseront de saboter l'économie, les autres tenteront de dénaturer nos revendications et de dévoyer nos actions au profit de leur projet capitaliste. Nous refusons de servir de masse de manœuvre aux affrontements entre les partis bourgeois de droite et de gauche. Ce qu'il faut, c'est nous organiser indépendamment de ces partis, c'est jeter les bases d'un large front, capable de faire aboutir nos revendications.

Ce front permettra d'affirmer notre volonté d'en finir avec le système capitaliste, d'avancer vers le socialisme. C'est le socialisme qui permettra d'assurer le plein emploi, d'éliminer l'exploitation et la misère, qui liquidera tous les rapports colonialistes ou néocolonialistes, avec le Tiers Monde, qui assurera une indépendance véritable du pays vis-à-vis des deux superpuissances USA et URSS qui menacent la paix en raison de leur rivalité acharnée.

Le socialisme que nous voulons, c'est celui où l'immense majorité, c'est-à-dire la classe ouvrière et avec elle les petits paysans et toutes les masses populaires, assument réellement le pouvoir, la direction de la société.

EN COTE-D'OR aussi, les ouvriers, employés, sont victimes du système capitaliste. Mais face à celà, ils entrent en lutte. C'est les luttes de Hoover, Bourgogne Electronique, FRLE, SEMA. Elles ont mis en avant la volonté de remettre en cause l'injuste hiérarchie capitaliste (revendications d'augmentations uniformes) et la démocratie ouvrière (assemblées générales, comité de grève à BE). Elles ont montré le rôle de l'Etat qui, d'une part envoie la police contre les ouvriers de la FRLE et fait passer en jugement des travailleurs de Hoover coupables d'avoir bousculé un huissier et qui d'autre part, donne des milliards de subventions aux patrons qui licencient. La lutte de la SEMA a montré dans une entreprise de vingt salariés que les petits exploiteurs ne valent pas mieux que les grands. Il a fallu trois semaines de grève pour obtenir l'augmentation de salaires de misère (1.260 F par mois) et l'application de la convention collective. Et encore le patron s'est vengé en licenciant 12 travailleurs quelques mois après. Bien sûr, dans notre système, c'est son droit, ce n'est pas un délit. Mais le fait, pour des travailleurs, d'occuper les usines dont leur travail fournit la richesse en est un.

Pendant ce temps, le PCF allait apporter son soutien au « pauvre » patron Lavarelo au chiffre d'affaires de 500 millions par an qui refusait de payer ses impôts sans être tellement inquiété alors que l'on expulse, on saisit des familles qui n'arrivent plus à payer leur loyer, comme aux Grésilles.

Le capitalisme, c'est aussi la ruine des petits paysans. Ainsi, en Côte-d'Or, la population du canton de Fontaine-Française a diminué de plus de 15 % en 20 ans.

Le bilan du gouvernement que représentent les Poujade et Berger n'est pas plus brillant ici qu'ailleurs. Mais à l'heure où les partis de gauche nous présentent les nationalisations dans le cadre du système capitaliste comme la solution, il suffit de regarder autour de nous pour voir que les entreprises nationalisées sont des entreprises où l'exploitation des travailleurs est la même qu'ailleurs. Il n'est qu'à voir la SNCF avec ses bas salaires, les compressions de personnel, les mauvaises conditions de travail (ainsi, il a fallu un mort en accident du travail et un débrayage pour obtenir une amélioration des conditions de sécurité aux ateliers de Perrigny). Quant à la fameuse gestion démocratique, il suffit de voir comment les dirigeants des partis de gauche s'opposent aux assemblées générales souveraines pour en avoir une idée.

C'est pour montrer qu'une autre solution est possible face à la pourriture de la société bourgeoise, que nous présentons des candidats : Quels candidats présente l'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Prolétarienne ? Pour la grande majorité de simples ouvriers, petits paysans, employés qui sont au cœur des problèmes et des luttes des travailleurs, des militants qui expliquent que le seul changement véritable viendra de la révolution prolétarienne instaurant la dictature du prolétariat, la plus large démocratie pour les travailleurs.

Les candidats dans la 2e circonscription sont :

CANDIDAT TITULAIRE : Paul GARRIGUES

25 ans, marié, 1 enfant, manutentionnaire à la SNCF à Dijon ville. Il a commencé à militer dans le mouvement des lycées et CET de la région après 68 et il participe à la création de plusieurs comités d'action. Puis, il travaille comme maçon et a une activité politique et syndicale dans le bâtiment où il agit pour l'organisation de travailleurs de ce secteur contre un patronat particulièrement rapace et répressif. Licencié, il rentre à la SNCF. Il joue un rôle actif dans les grèves de mars 76 et d'août et septembre 77 à Dijon-Ville contre les suppressions de postes. Il est militant syndicaliste et lutte pour un syndicalisme de lutte de classe indépendant des partis bourgeois de droite et de gauche.

Il a participé à divers mouvements de solidarité avec les travailleurs immigrés, notamment à l'organisation de manifestations pour le relogement des habitants du bidonville de la Charmette, contre les crimes racistes et les foyers prisons.

CANDIDAT SUPPLÉANT : Serge GRAPPIN

29 ans, professeur de CES. Il participe à la remise en cause de l'enseignement actuel qui n'est pas au service des travailleurs. Il lutte contre la réforme Haby et impulse le refus collectif de cette réforme anti-populaire. Il travaille dans une association culturelle qui vise à établir une authentique histoire populaire.

Votez pour les candidats de l'UOPDP

Ces candidats sont soutenus par les communistes fidèles au marxisme-léninisme et à la pensée Mao Tsé Toung.

imprimerie « cricadi »